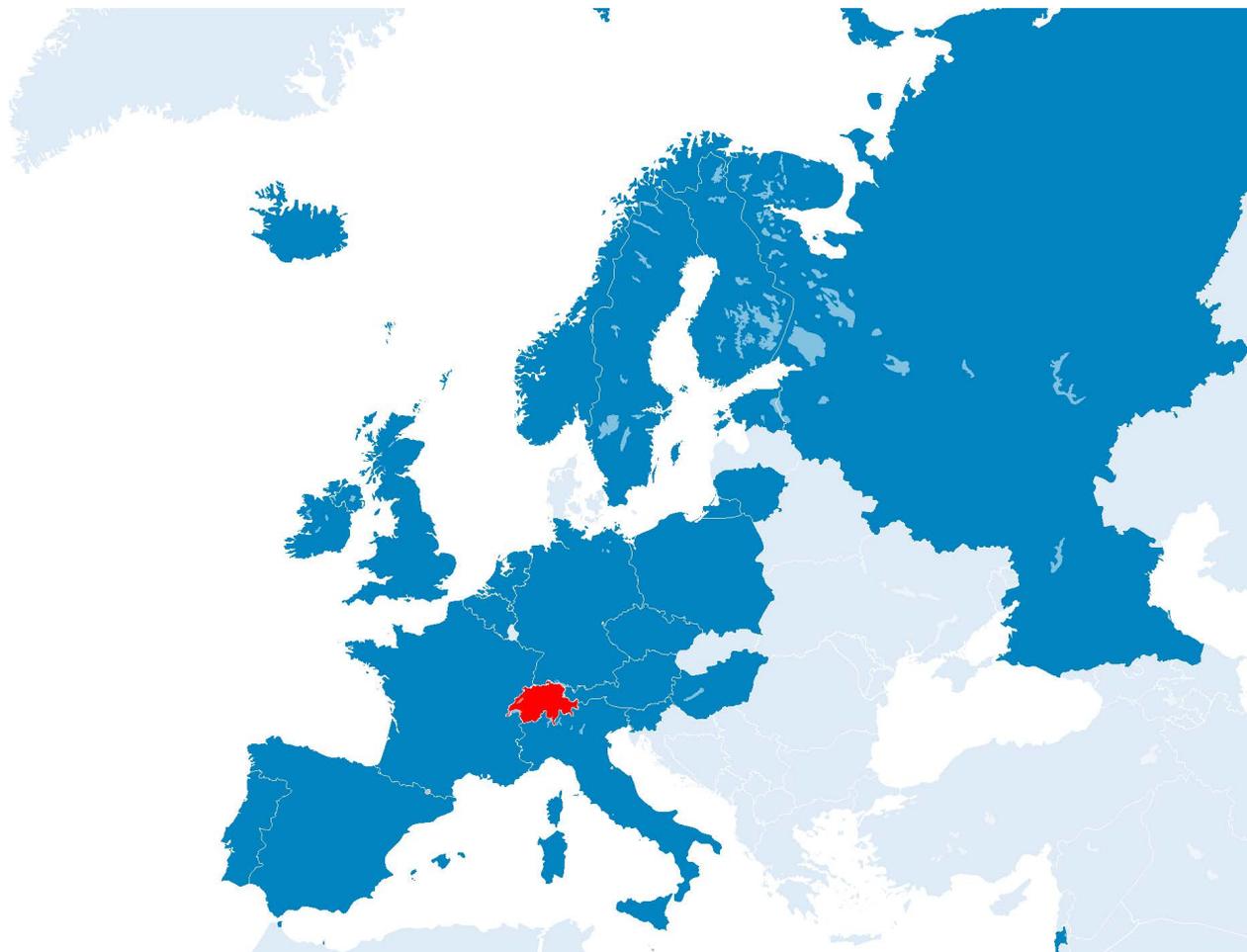


Enquête sociale européenne 2016



Quelques résultats en Suisse : bien-être, immigration, homosexualité,
solidarité et changement climatique

L'Enquête sociale européenne

Nous avons le plaisir de vous présenter les premières conclusions de l'Enquête sociale européenne 2016 (European Social Survey, ESS). Cette enquête est menée tous les deux ans depuis 2002 auprès d'un échantillon représentatif de personnes âgées de 15 ans et plus. En 2016, 23 pays ont participé à cette enquête. L'ESS a pour objectif de collecter des données sur les opinions, les valeurs, les modes de vie et les activités des populations concernées, afin d'observer l'évolution sociale et les différences entre pays. Au niveau international, plus de 3'000 travaux scientifiques utilisant des données de l'ESS ont été publiés à ce jour. L'enquête a remporté en 2005 le célèbre « Prix Descartes », qui distingue les initiatives remarquables prises dans le domaine scientifique.

L'ESS se caractérise par une approche scientifique rigoureuse et par de grandes exigences méthodologiques. La réalisation du questionnaire fait l'objet de contrôles systématiques afin d'assurer la comparaison des résultats obtenus dans différents pays. L'ESS contient trois modules : un premier module de base, reconduit à chaque édition de l'enquête, contenant des questions sur les opinions et les

valeurs fondamentales et deux modules portant sur des thèmes spécifiques qui varient à chaque édition. Certains modules sont repris en alternance. En 2016, il s'agissait des modules « Attitudes envers l'état providence » et « Attitudes envers le changement climatique ».

En 2016, 1'525 personnes ont participé en Suisse à l'interview, d'une durée approximative d'une heure, ce qui correspond à un taux de réponse de 52.2%. L'enquête se déroula entre septembre 2016 et février 2017. La présente brochure offre une vue d'ensemble des principaux résultats de l'enquête. Cette brochure, ainsi que les précédentes, sont disponibles en français et en allemand sur le site web de FORs :

<http://www.forscenter.ch/ess-info>

Nous aimerions remercier le Fonds national suisse pour son soutien financier, et adresser nos plus vifs remerciements aux nombreuses personnes qui ont participé à l'enquête ainsi qu'à celles qui ont mené les entretiens, grâce à qui le projet a pu se réaliser.

FORS, 22.06.2018

La population suisse est une des plus heureuse en Europe

En Suisse, les personnes interviewées ont le sentiment d'être foncièrement heureuses. Ce constat confirme les résultats des éditions précédentes. Les réponses indiquent que beaucoup des personnes ayant participé à l'enquête choisissent les valeurs les plus élevées pour indiquer leur niveau de bonheur. Avec un score moyen de 8.2 sur une échelle de 0 à 10, la Suisse se situe parmi les pays les plus heureux, suivi de près des pays scandinaves, puis

des Pays Bas, Israël, l'Allemagne et l'Autriche (Fig.1). En bas du classement se situent la Russie et la Lituanie. Pour la Suisse, la même image est produite si à la place du bonheur est prise la satisfaction avec la vie en général. Cependant, dans certains pays les répondant-es indiquent un niveau de bonheur supérieur au niveau de satisfaction avec la vie (par exemple au Portugal, en France et en Espagne).

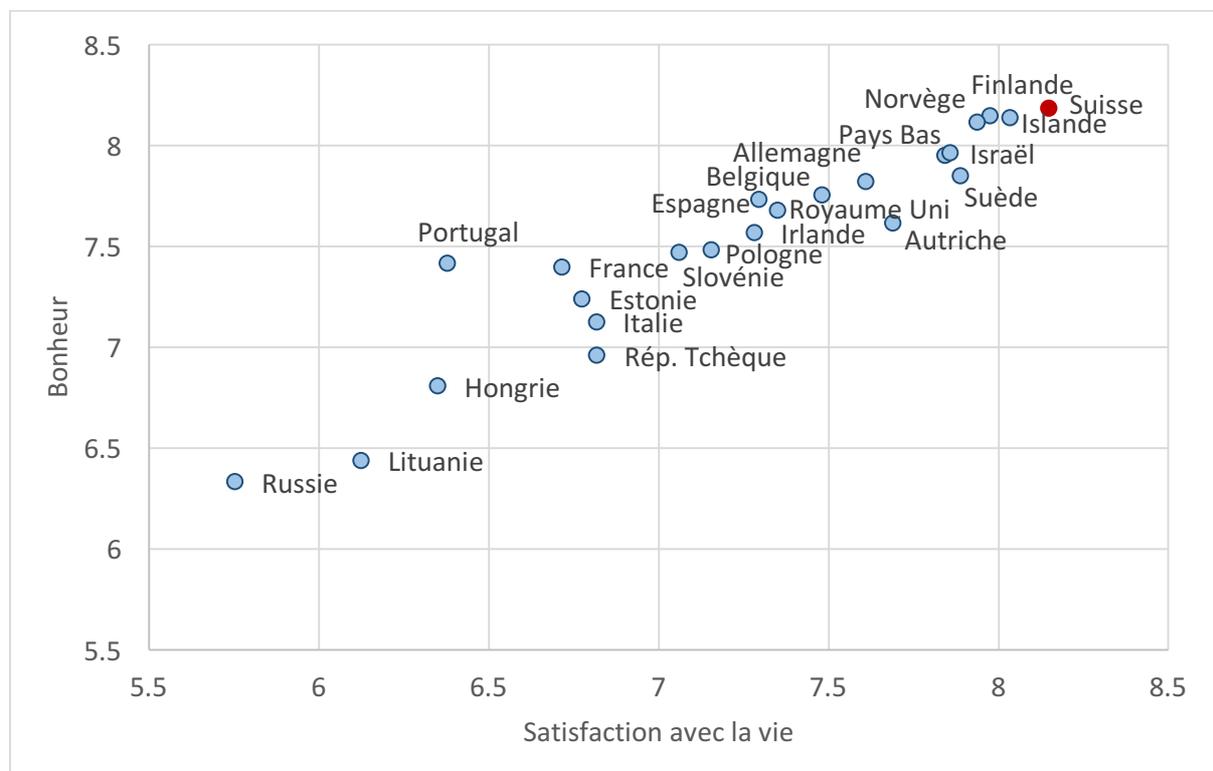


Figure 1 – Moyenne de satisfaction avec la vie et de bonheur en Suisse et en Europe en 2016.

Un profond sentiment de sécurité et de confiance

Ce ressenti de bonheur et de satisfaction avec la vie s'accompagne d'un profond sentiment de sécurité et de confiance qui reste assez stable dans le temps. En 2016, une grande part de la population en Suisse (89%) se sent assez en sécurité, voire en totale sécurité (44%), lorsqu'il s'agit de sortir dans son quartier le soir après la tombée de la nuit. Même si 19% des répondant·es ont subi (ou un membre de leur entourage a subi) une agression ou un cambriolage durant les cinq années

précédentes, seulement 11% se sentent en insécurité en 2016 (Fig.2). Ce profond sentiment de sécurité est aussi en accord avec le sentiment de confiance envers les autres. En effet, en 2016, 49% des répondant·es pensent pouvoir faire confiance à la plupart des personnes contre 14% qui pensent que l'on n'est jamais trop prudent.¹ La confiance envers les autres a significativement augmenté en 2016 par rapport aux années précédentes de l'ESS (Fig.3).

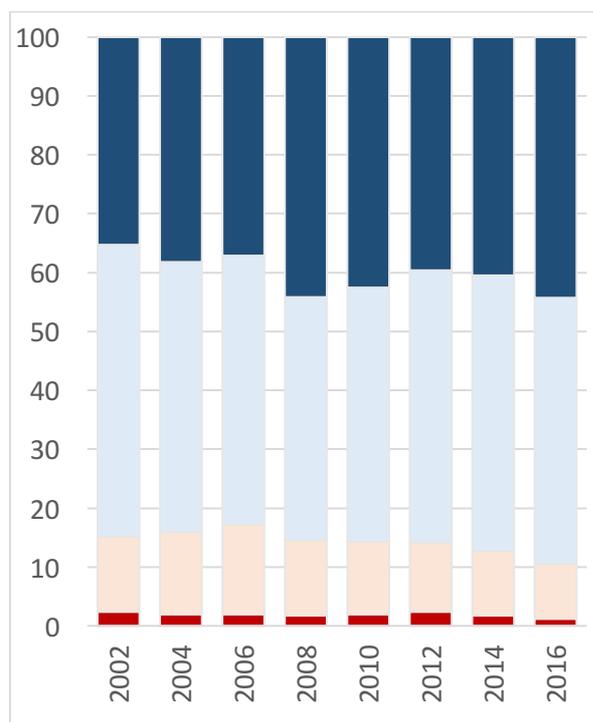


Figure 2 – Sentiment de sécurité, 2002-2016. Légende : ■ Tout à fait en sécurité, ■ En sécurité, ■ En insécurité, ■ Tout à fait en insécurité.

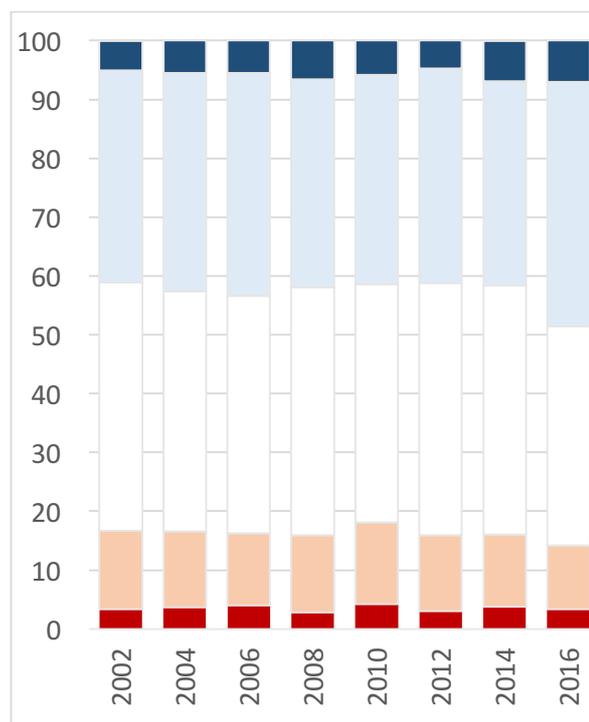


Figure 3 – Confiance envers les autres, 2002-2016. Légende des extrêmes : ■ On peut faire confiance à la plupart des personnes, ■ On n'est jamais trop prudent.

¹ Pour faciliter la lisibilité des graphiques, dans toutes les questions ayant des catégories basées sur une échelle de 0 à 10, les catégories ont été regroupées 2 par 2 pour former une échelle en 5 points. Le milieu est constitué par 3 points et peut être interprété comme « ça dépend ».

Attitudes plus favorables aux réfugié·e·s

Les réfugié·e·s sont au cœur de l'actualité. En 2002 et en 2016, les participant·e·s se sont exprimé·e·s à propos du rôle du gouvernement traitant les demandes du statut de réfugié. Est-ce que le gouvernement devrait être généreux ? Les réponses sont partagées. En 2016, 36% des personnes sont d'accord avec cette affirmation, 35% sont en désaccord et 29% ne prennent pas position. Les attitudes sont plus favorables aux réfugié·e·s en 2016 qu'en 2002. En 2002, la moitié des répondant·e·s était contre un traitement généreux des demandes de statut de réfugié et seulement 22% était en faveur.

Ceci est probablement lié à une augmentation des attitudes positives envers les réfugié·e·s dans le temps. A la question si la plupart des requérant·e·s qui demandent un statut de réfugié ne sont pas vraiment menacé·e·s dans leur propre pays, les participant·e·s se montrent en effet plus en désaccord en 2016 (34%) qu'en 2002 (24%).

La majorité des répondant·e·s (56% en 2002 et 53% en 2016) est aussi d'accord pour que les réfugié·e·s dont la demande est acceptée devraient être autorisé·e·s à faire venir leur famille proche en Suisse (Fig.4).

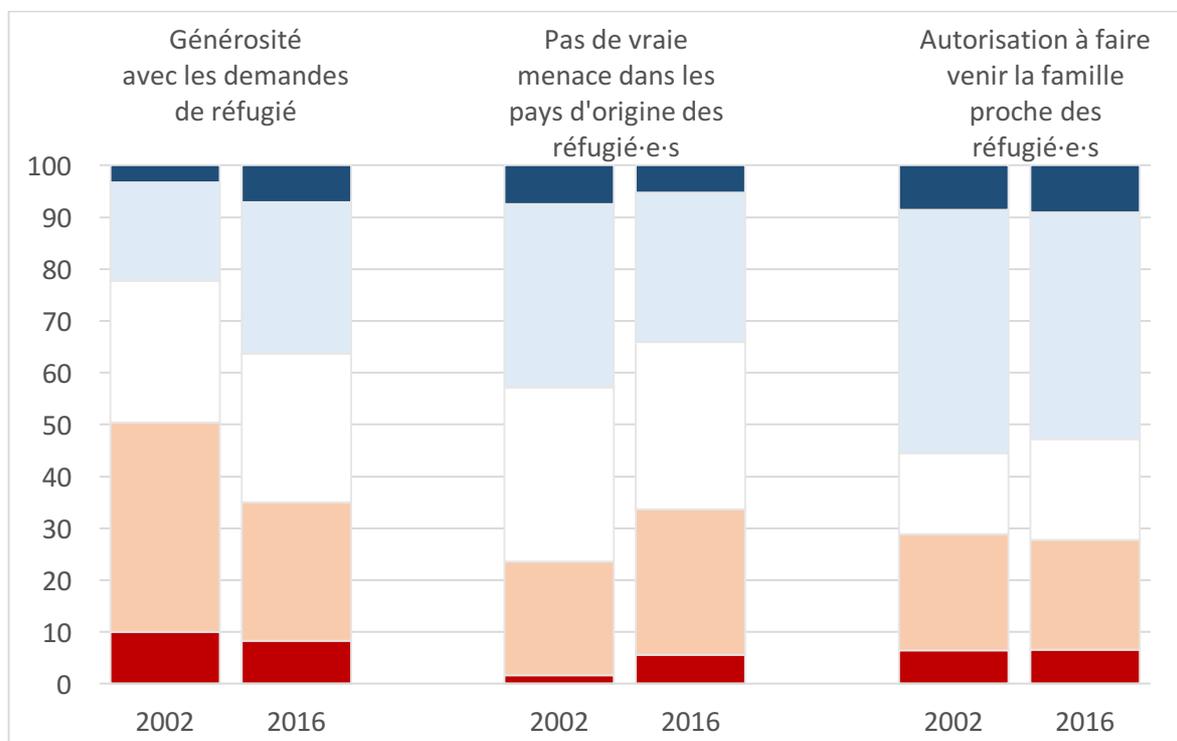


Figure 4 – Attitudes envers les réfugié·e·s, 2002 et 2016.

Légende : ■ Tout à fait d'accord, ■ Plutôt d'accord, □ Ni d'accord, ni en désaccord, ■ Plutôt en désaccord, ■ Tout à fait en désaccord.

Homosexuels : acceptation dans la famille mais discussion sur l'adoption

Un autre thème au centre de l'actualité est le droit d'adoption pour les couples homosexuels. Une grande majorité des répondantes de l'ESS (81%) affirment qu'elles seraient à l'aise si un membre de leur famille proche était homosexuel, homme ou femme.² Le même pourcentage de répondantes se montre d'accord avec le fait que les homosexuels devraient être libres de vivre leur vie selon leurs souhaits.

Les opinions restent partagées quant au droit d'adoption. 46% des personnes ayant participé à l'enquête se montrent d'accord avec la parité de droit à l'adoption pour les couples homosexuels, contre 38% en désaccord. L'acceptation de l'homosexualité dans la famille suscite l'acceptation du statut d'homosexuel, mais la parentalité reste à débattre.

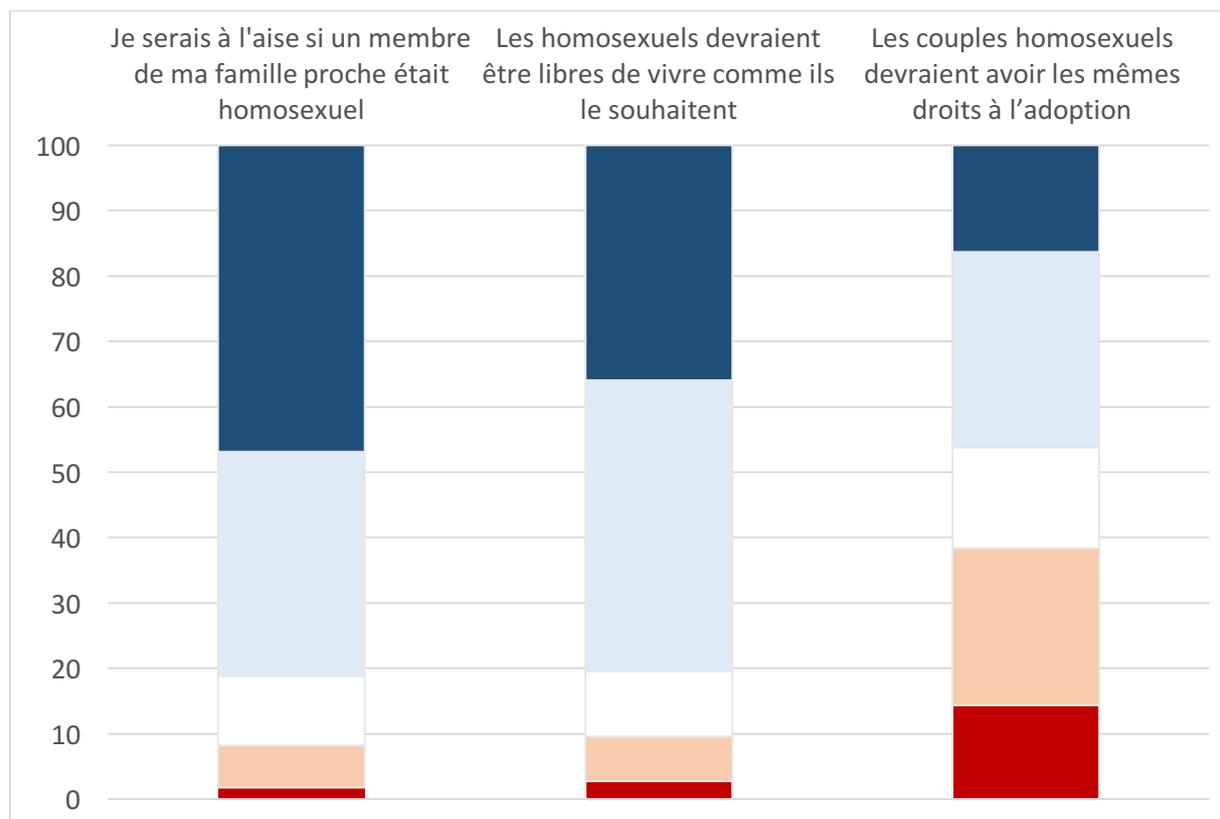


Figure 5 – Attitudes envers les homosexuels en 2016.

Légende : ■ Tout à fait d'accord, ■ Plutôt d'accord, □ Ni d'accord, ni en désaccord, ■ Plutôt en désaccord, ■ Tout à fait en désaccord.

² La question a été inversée pour la représentation graphique. La question originale était : « Si un membre de ma famille proche était homosexuel j'aurais honte ».

Redistribution : moins de tolérance envers les grandes disparités de revenu

Les questions répétées sur l'état providence permettent de comparer les réponses en 2008 et 2016. Par rapport à 2008, moins de répondant·es jugent que les services et prestations sociales en Suisse coûtent trop cher aux entreprises en impôts et en charge (36% en 2008 contre 28% en 2016). Le soutien envers la redistribution reste stable dans le temps : 67% des participant·es sont favorables pour que le gouvernement prenne des mesures réduisant les différences de revenu. A ceci s'ajoutent 17%

des personnes indécises et 18% des personnes contraires à la redistribution. Cependant, même si les attitudes envers la redistribution restent stables, les répondant·es sont moins tolérant·es face aux grandes disparités de revenu qu'en 2008. En effet, moins de personnes (56% en 2008 et 48% en 2016) pensent que les grandes différences de revenu entre les individus sont acceptables pour récompenser convenablement les différents talents et efforts de chacun (Fig.6).

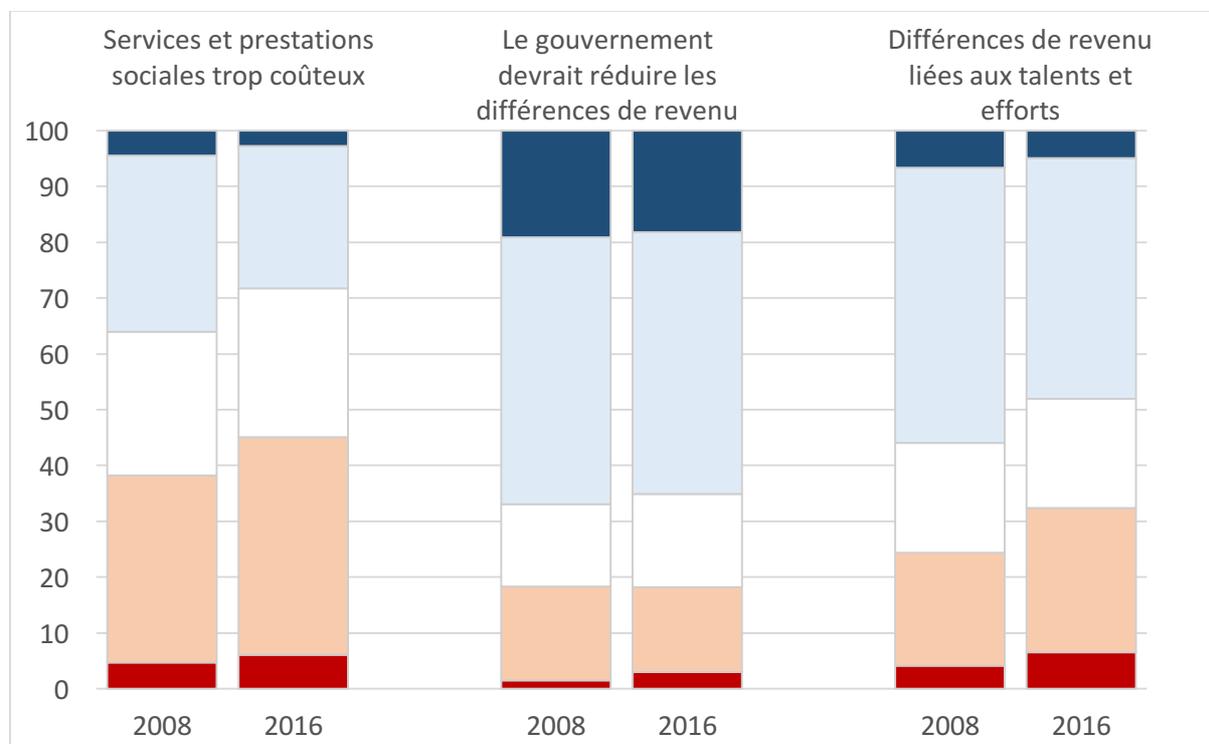


Figure 6 – Attitudes envers les coûts de l'Etat pour les entreprises, la redistribution et les différences de revenu, 2008 et 2016.

Légende : ■ Tout à fait d'accord, ■ Plutôt d'accord, □ Ni d'accord, ni en désaccord, ■ Plutôt en désaccord, ■ Tout à fait en désaccord.

Solidarité avec différents groupes vulnérables

Le module sur les attitudes envers l'état providence permet une analyse plus approfondie de la solidarité envers différents groupes vulnérables.

Les sentiments de solidarité envers les personnes âgées sont très marqués. Pour 69% des participant-e-s l'Etat devrait garantir un niveau de vie convenable aux personnes âgées. La garde d'enfants pour les parents qui travaillent est aussi soutenue par 58% des répondant-e-s mais le point de vue est plus partagé quant aux interventions de l'Etat envers les chômeurs. Selon 47% d'entre eux, l'Etat devrait garantir un niveau de vie convenable aux chômeurs (Fig.7).

En revanche, les services et les prestations sociales pour les migrants sont acceptés par la majorité des répondant-e-s (77%) mais à certaines conditions. Une majeure partie (54%) estime que les personnes originaires d'autres pays devraient avoir les mêmes droits que les autres citoyens après avoir travaillé au moins un an en Suisse et payé des impôts. Le principe de réciprocité est donc plus fort que le principe d'identité (20% des participant-e-s pense qu'il faudrait être Suisse pour bénéficier des mêmes services et prestations sociales, cf. Fig.8).

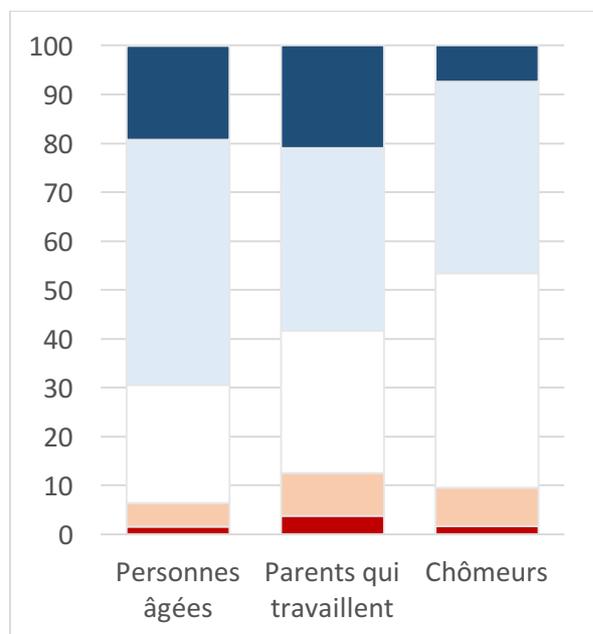


Figure 7 – Solidarité envers les personnes âgées, les parents qui travaillent et les chômeurs, 2016. Légende des extrêmes : ■ Entièrement responsabilité de l'Etat, ■ Pas du tout responsabilité de l'Etat.

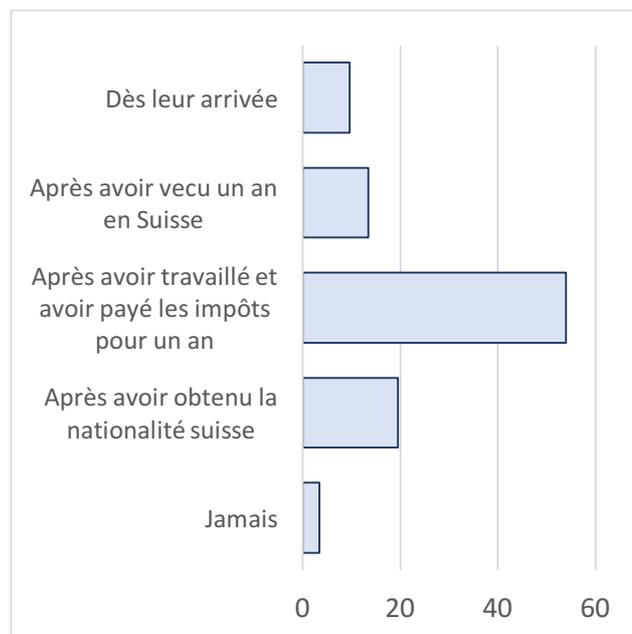


Figure 8 – Générosité par rapport aux services et prestations sociales pour les migrant-e-s, 2016.

Solidarité intergénérationnelle assurée

Le sentiment de solidarité peut se manifester de plusieurs façons selon les groupes de la population. Ce sentiment peut se différencier selon les intérêts personnels pour une certaine prestation ou un service de l'Etat. Une différence récurrente concerne l'âge. En 2016, les jeunes se montrent autant en faveur d'une intervention étatique pour les services qui peuvent les concerner qu'à des prestations et services liés à d'autres tranches d'âge. 67% des jeunes sont en faveur d'une garde d'enfants suffisante pour les parents qui travaillent et 76% pensent

qu'il est de la responsabilité de l'Etat de garantir un niveau de vie convenable aux personnes âgées. En général, les seniors se déclarent relativement moins en faveur des services et prestations de l'Etat liés à des tranches d'âge spécifiques que les jeunes. Malgré ça, plus de la moitié de seniors soutient l'intervention de l'Etat pour garantir une garde d'enfants suffisante (52% des seniors) et un niveau de vie convenable aux personnes âgées (64% de seniors, cf. Fig.9).

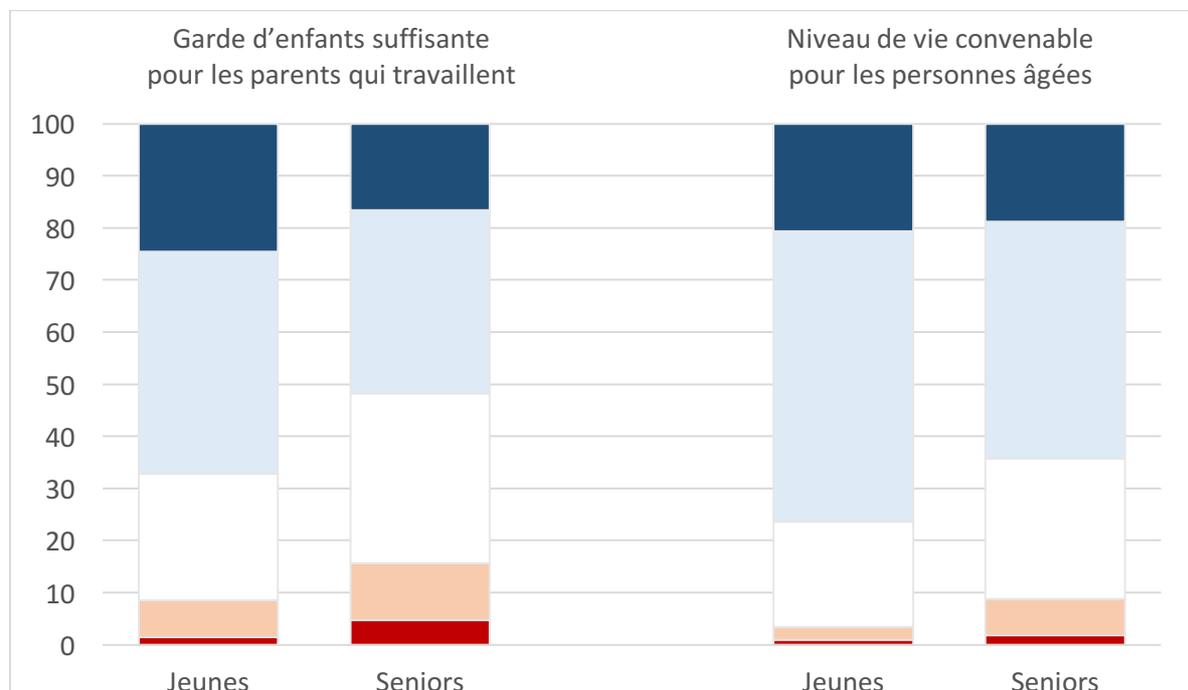


Figure 9 – Préférences pour la responsabilité de l'Etat envers une garde d'enfants suffisante pour les parents qui travaillent et envers la garantie d'un niveau de vie convenable aux personnes âgées, jeunes et seniors en 2016.

Légende des extrêmes : ■ Entièrement responsabilité de l'Etat, ■ Pas du tout responsabilité de l'Etat. Les jeunes ont entre 15 et 34 ans et les seniors ont 65 ans ou plus.

Préférence pour des politiques d'activation plutôt que pour un revenu de base

Il existe des politiques publiques de soutien aux groupes à risques fort différentes. Récemment, le peuple suisse s'est exprimé sur le revenu de base inconditionnel. Aujourd'hui encore le revenu de base serait refusé : seuls 35% des personnes interrogées y sont favorables. Dans une perspective internationale, la Suisse est le deuxième pays après la Norvège avec le plus faible soutien pour un revenu de base. Celui-ci serait mieux accepté en Hongrie, Russie ou en Lituanie. Dans

tous les pays, les jeunes sont plus favorables à cette alternative que les seniors (en Suisse 42% de jeunes sont en faveur d'un revenu de base contre 29% de seniors, cf. Fig.10). Les répondant-es en Suisse se déclarent nettement plus en faveur d'une politique d'activation pour les chômeurs (68%) selon laquelle l'Etat dépense davantage pour les programmes de formation à destination des chômeurs, quitte à réduire les allocations chômage.

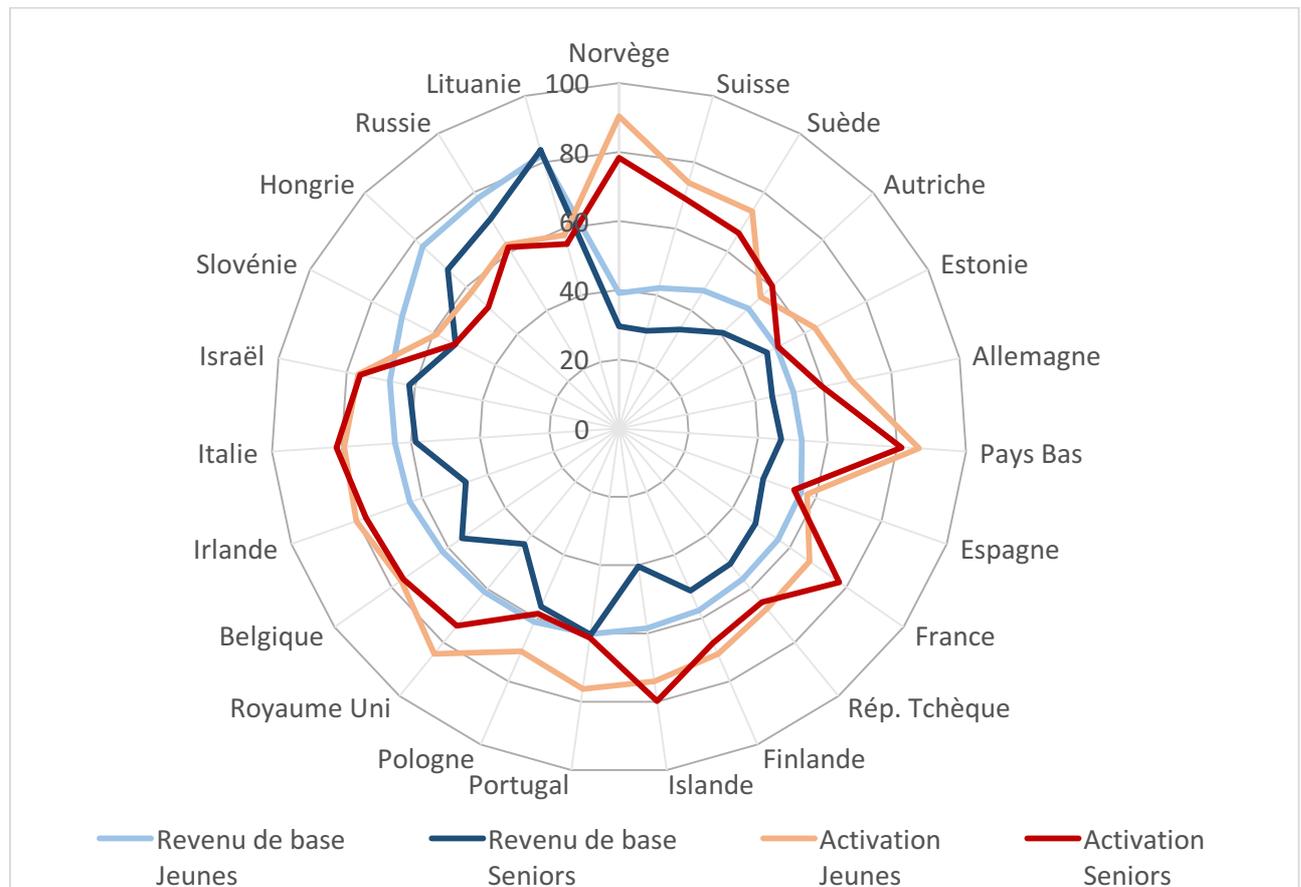


Figure 10 – Préférences pour un revenu de base et pour des politiques d'activation pour les chômeurs, jeunes et seniors en 2016. Pourcentage des jeunes et des seniors qui sont en faveur de la politique concernée. Les jeunes ont entre 15 et 34 ans et les seniors ont 65 ans ou plus.

Le climat de la planète est en train de changer et la consommation joue un rôle important

Le deuxième module de l'ESS 2016 concerne les attitudes envers le changement climatique. La grande majorité des participant·es (98%) pense que le climat de la planète est en train de changer. Une grande partie (78%) en est assez, voire très, préoccupée et plus de 60% pensent que ce changement aura un impact négatif sur les gens dans le monde. Les répondant·es sont partagées concernant les causes de ce changement climatique : 44% pensent que ce changement est dû principalement ou uniquement à l'activité

humaine et 49% pensent qu'il est aussi dû à des processus naturels (Fig.11). Pour atténuer ce changement climatique les répondant·es voient la consommation d'énergie comme un élément clé. Selon 66%, il est de leur devoir personnel d'essayer de lutter contre le changement climatique. Cependant, seulement 33% des répondant·es, pensent que la réduction de leur consommation personnelle puisse aider à atténuer le changement climatique (Fig.12).

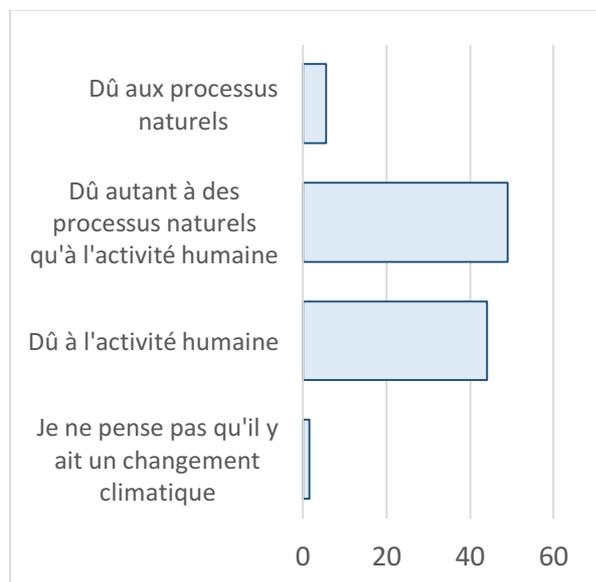


Figure 11 – Perception du changement climatique et de ses causes.

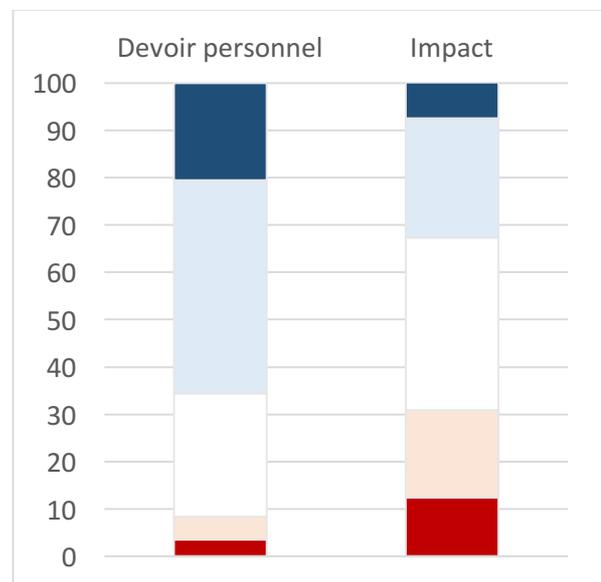


Figure 12 – Devoir personnel et impact de la réduction de consommation personnelle afin d'atténuer le changement climatique, 2016.

Légende des extrêmes : ■ Extrêmement important, ■ Pas du tout important.

Une consommation responsable d'énergie renouvelable

Les participant·es se montrent favorables à une consommation d'énergie responsable. Plus de la moitié des répondant·es en Suisse (53%) déclarent que s'ils et elles devaient acheter un gros appareil électroménager, celui-ci serait probablement l'un des plus économes en énergie. Parmi les pays participants, ce pourcentage est plus élevé seulement en Allemagne (60%, cf. Fig.13).

Pour la plupart des participant·es, l'énergie consommée devrait être produite par des sources renouvelables (Fig.14). Une grande ou très grande quantité d'énergie pourrait être solaire (pour 86% des répondant·es), hydroélectrique (82%), éolienne

(69%) ou produite à partir de biomasses (51%). L'énergie produite à partir du gaz naturel suscite une acceptation moyenne, alors que deux autres sources d'énergie sont davantage rejetées par les personnes interrogées : il s'agit du nucléaire et du charbon. En effet, 77% pensent que seulement une faible quantité d'énergie (33%) ou rien du tout (44%) devrait être produite avec le nucléaire. L'opposition est encore plus forte pour le charbon avec 61% des personnes ayant participé à l'enquête contraires à son utilisation de façon générale et 28% favorables seulement à une utilisation minimale.

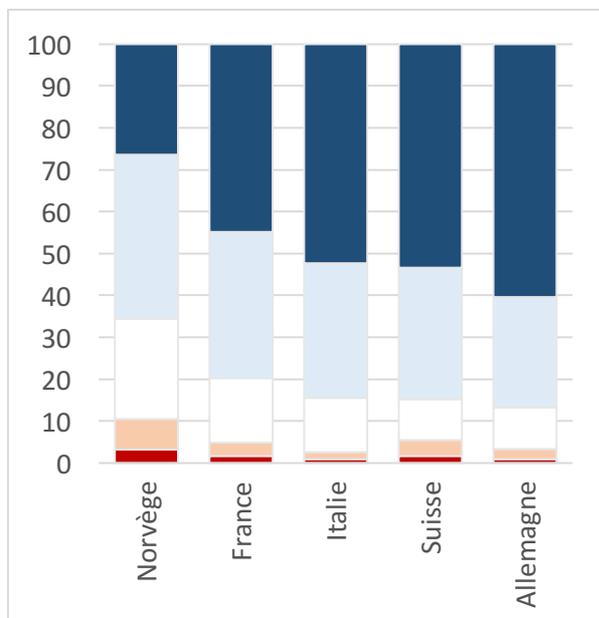


Figure 13 – Probabilité de choix d'un gros appareil électroménager parmi les plus économes en énergie en Suisse, comparaison avec la Norvège, la France, l'Italie et l'Allemagne en 2016.

Légende des extrêmes : ■ Extrêmement probable, ■ Pas du tout probable.

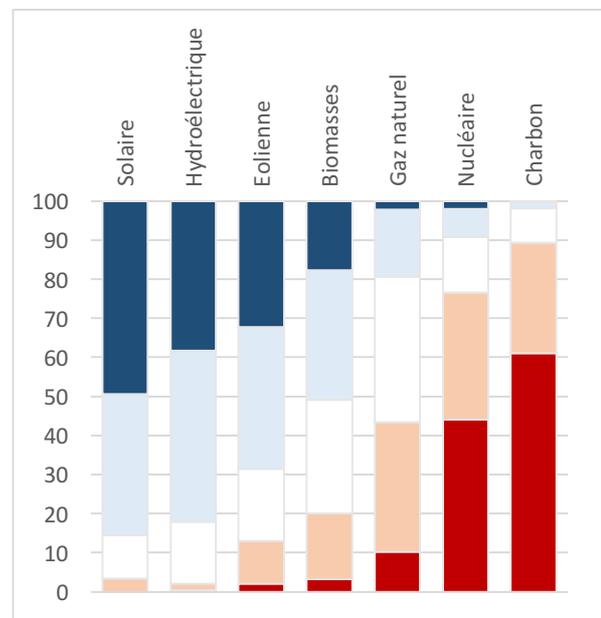


Figure 14 – Préférence pour la quantité d'énergie produite par différentes sources en Suisse en 2016.

Légende : ■ Une très grande quantité, ■ Une grande quantité, □ Une quantité moyenne, ■ Une faible quantité, ■ Rien du tout.

La dépendance à l'égard d'autres pays et des énergies fossiles préoccupe

Concernant l'énergie, en 2016, très peu des personnes ayant répondu à l'enquête (16%) se montrent préoccupées quant aux coupures d'électricité. Le pourcentage des personnes préoccupées par des interruptions d'approvisionnement en énergie est aussi assez faible (28% sont préoccupées par une production insuffisante, 32% par des risques de pannes, 34% par des attaques terroristes et 37% par des catastrophes naturelles). Elles se

montrent relativement plus inquiètes (46%) par la possibilité que l'énergie devienne trop chère pour de nombreuses personnes en Suisse. Plus de la moitié des personnes interrogées sont aussi préoccupées par la dépendance à d'autres pays pour l'importation d'énergie (57%), et encore plus par la dépendance des énergies fossiles telles que le pétrole, le gaz et le charbon (61%) (Fig.15).

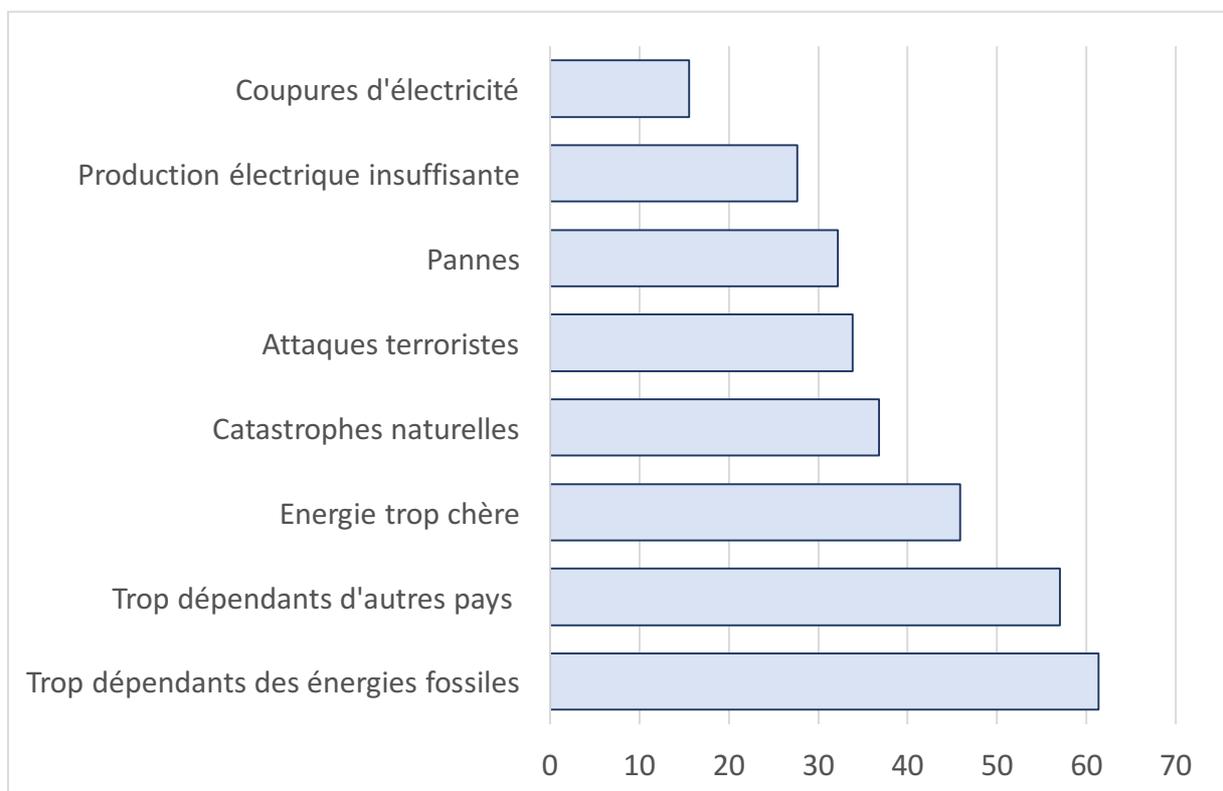


Figure 15 – Pourcentage de personnes préoccupées par des coupures d'électricité, par le prix de l'énergie et par la dépendance d'autre pays et des énergies fossiles, 2016.

Subventions aux énergies renouvelables pour atténuer le changement climatique

Les participant·es ont aussi été interrogé·es sur la mise en œuvre des politiques suisses pour d'atténuer le changement climatique. Une augmentation des taxes sur les énergies fossiles comme le pétrole, le gaz et le charbon serait plutôt bien acceptée par 48% des répondant·es et plutôt mal reçue par 32% des personnes ayant répondu à l'enquête. 21% indiquent des opinions partagées en se déclarant ni pour ni contre (Fig.16). La

majorité des personnes ayant répondu à l'enquête indique son soutien pour interdire par la loi la vente des appareils électroménagers qui consomment le plus d'énergie (69% des répondant·es) et surtout pour subventionner les énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire (84% des répondant·es). Des subventions aux énergies renouvelables seraient donc fortement soutenues par la population suisse.

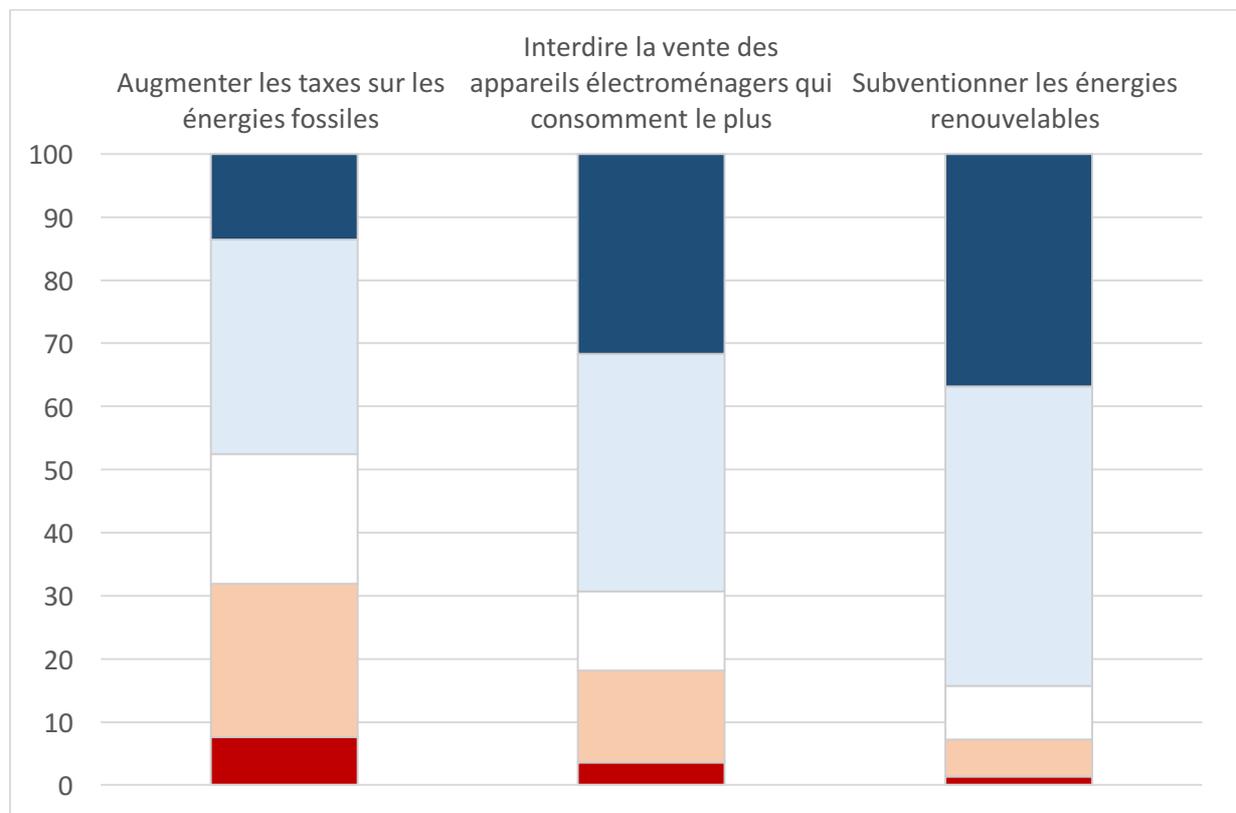


Figure 16 – Préférence pour différentes politiques nationales pour atténuer le changement climatique, 2016.

Légende : ■ Tout à fait pour, ■ Plutôt pour, □ Ni pour ni contre, ■ Plutôt contre, ■ Tout à fait contre.

FORS – Centre de compétences suisse en sciences sociales

FORS, le centre de compétences national en sciences sociales, héberge des données d'enquêtes nationales et internationales, mises à la disposition des chercheurs en Suisse et à l'étranger pour des analyses secondaires. Par ailleurs, FORS conseille les chercheurs sur la collecte, l'analyse et la documentation de données d'enquêtes. L'objectif est de leur fournir à la fois des données et un savoir méthodologique du plus haut niveau international. Enfin, FORS mène ses propres projets de recherche et entretient des relations étroites avec la recherche universitaire en sciences sociales ainsi que les organismes de statistiques publiques.

Liens Internet

De plus amples informations à propos de l'ESS ainsi que les brochures précédentes peuvent être consultées facilement sur le site de FORS :

<http://www.forscenter.ch/ess-info>

Les données anonymisées de l'ESS et d'autres enquêtes suisses sont consultables sur le serveur de FORSbase : <https://forsbase.unil.ch/>

Les données relatives aux autres pays participant à l'ESS sont accessibles sur le site de l'ESS : <http://www.europeansocialsurvey.org/data/>

Les personnes désireuses de consulter des analyses approfondies trouveront une liste de 3'000 publications scientifiques contenant des données de l'ESS sur le site Internet de l'ESS : <http://www.europeansocialsurvey.org/bibliography/>